

continuer à montrer le poing à tous les pays qui, à l'exemple du Gabon, se fichent éperdument de son arrogante intransigeance?

M. l'Orateur: A l'ordre. Il s'agit là d'un argument plutôt que d'une question.

[Traduction]

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, je me demande si je pourrais poser au ministre des Transports une question touchant la division de son ministère qui s'occupe des questions météorologiques. Je demande au ministre s'il pourrait faire en sorte que le 22 mars soit une belle journée ensoleillée.

M. J. R. Keays (Gaspé): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien qui est responsable devant le Parlement, de la Commission des lieux historiques. Au chapitre de l'importation des pommes de terre américaines au Canada, le ministre songerait-il à faire construire une serre chaude au Cap-Rouge dans le Québec en souvenir des premières pommes de terre plantées en sol canadien?

LES FINANCES

LA RÉDUCTION DES TAUX D'INTÉRÊT

A l'appel de l'ordre du jour.

M. A. D. Hales (Wellington-Sud): Monsieur l'Orateur, je veux poser une question au premier ministre. En raison du nombre de réclamations que je reçois, de même sans doute que beaucoup d'autres députés, au sujet de l'augmentation marquée des taux d'intérêt pratiqués maintenant par toutes les institutions de crédit, puis-je demander si le gouvernement compte prendre des mesures en vue de réduire ces taux?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, nous reviendrons bientôt, je l'espère, aux crédits du ministère des Finances.

M. Hales: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le premier ministre songerait-il à déferer cette question si importante au comité des finances, du commerce et des questions économiques?

Le très hon. M. Pearson: Je pense, monsieur l'Orateur, que si le comité trouve utile d'examiner cette question, il ne manquera pas de le faire.

[M. Simard.]

[Français]

LES RELATIONS OUVRIÈRES

MONTRÉAL—LA DÉSIGNATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ARBITRAGE RECOMMANDÉ DANS LE RAPPORT PICARD

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Roger-E. Régimbal (Argenteuil-Deux-Montagnes): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Transports.

Étant donné le danger imminent de la paralysie complète du port de Montréal, ce qui pourrait affecter l'activité du port pour longtemps, et la possibilité d'un ajournement prochain de la Chambre, le gouvernement a-t-il l'intention d'entreprendre immédiatement, avec toutes ses ressources et son autorité, des démarches susceptibles de régler le conflit patronal-ouvrier qui retarde le règlement de cette convention collective?

[Traduction]

L'hon. Paul Hellyer (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, on s'efforce par tous les moyens de prévenir la grève. Je pense que le député devrait poser sa question au ministre du Travail, de qui la question relève au premier chef.

M. Régimbal: Puis-je adresser ma question au ministre du Travail? De l'avis d'au moins un ministre, il parle en connaissance de cause.

L'hon. J. R. Nicholson (ministre du Travail): Le député aurait-il l'obligeance de répéter la question? Je n'ai pas saisi ce qu'il disait.

M. MacInnis: Êtes-vous le ministre du Travail?

M. Régimbal: Étant donné l'imminence du risque d'un arrêt complet dans le port de Montréal, qui paralyserait l'activité du port pour une longue période, et la possibilité que la Chambre s'ajourne bientôt, le ministre se servira-t-il de tous les moyens et de l'autorité dont il dispose pour présenter une proposition en vue de résoudre le différend entre patrons et ouvriers dans ce port?

L'hon. M. Nicholson: Dans une réponse au député, je pense, j'ai dit il y a quelques jours que si les deux représentants des débardeurs et de la Fédération des armateurs n'arrivaient pas à s'entendre sur le choix d'un président, j'en désignerais volontiers un.

Après avoir appris, jeudi dernier, des représentants des débardeurs et de la Fédération des armateurs qu'ils n'avaient pu s'enten-